50e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

L'Humanité crée l'événement éditorial par un hors série «50 ans après l'histoire en face»

En France, depuis plusieurs semaines, événements et ouvrages de tous ordres célèbrent ou évoquent, selon les convictions ou les points de vue de leurs auteurs ou initiateurs, la guerre de Libération nationale. Une façon de marquer le cinquantième anniversaire de l'indépendance — pour d'autres la perte — de l'Algérie. Le dernier ouvrage qui nous est parvenu est un hors série du journal* l'Humanité *«Cinquante ans après l'histoire en face». La richesse de ce document et sa qualité méritent que l'on s'y attarde et qu'on invite à le consulter.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

80 pages d'histoire, de réflexions sur les grands événements qui ont marqué la guerre de Libération, d'interrogations et d'entretiens nombreux avec des acteurs encore vivants de cette histoire. Ce hors série — accompagné d'un film DVD *Peuple en marche* de René Vautier — est le résultat d'un travail colossal porté par toute une équipe formée de journalistes de *l'Humanité*, dont Rosa Moussaoui et notre chroniqueur au *Soir d'Algérie* Hassane Zerrouky, mais des contributions aussi d'historiens et écrivains. «La vérité doit être dite, celle des disparus et des corvées de bois, des femmes violées et des villages napalmés, celle des paras écrasant La Casbah sous la violence des armes durant la bataille d'Alger, celle aussi des règlements de comptes dans le mouvement national algérien, comme le réclament d'anciens commandants de l'ALN.

C'est indispensable pour surmonter les ressentiments et les relents colonialistes, pour réconcilier les histoires et les peuples.» C'est l'objectif fixé à ce hors série par Patrick Appel-Muller, le directeur de la rédaction de l'*Humanité*. La fin d'une sale guerre est le premier pavé de ce document.

Parmi les très nombreux articles qui forment ce premier chapitre et qu'il nous est difficile de les citer tous : Frantz Fanon, *Conscience de la colonisation* ; *Le regard* de Mohamed Mechadi sur le déclenchement de la guerre ; *La longue et douloureuse prise de conscience des Français* par Alain Ruscio ; *Dans l'armée, l'action des communistes* ; un entretien avec Roland Leroy, dirigeant du PCF et député en 1956 et dans lequel il évoque «l'erreur du vote des pouvoirs spéciaux» ; un texte sur Bachir Hadj-Ali, poète, mélomane et révolutionnaire ; une tribune de Sadek Hadjeres intitulée *La défaite des colonialistes était programmée depuis les années trente,* ou encore *OAS un syndicat du crime* ou *être juif dans l'Algérie coloniale*… Des entretiens nombreux parcourent ce premier chapitre et ont fait parler le commandant Si Hafidh, Jean Daniel, ou encore Benjamin Stora.

C'est «l'indépendance et les années d'espoir» qui forment le deuxième chapitre avec les souvenirs de Michel Muller, un texte sur Alger, capitale du tiermondisme, l'évocation de *Révolution africaine* de l'époque et deux entretiens, l'un de Zohra Drif et le second de Ali Haroun. Les temps présents ne sont pas en reste : «De la décennie noire à l'aspiration démocratique », autre chapitre qui évoque le vacillement du FLN, la montée de l'intégrisme, à quoi rêve la jeunesse et le vent de la révolte arabe. On y trouve, en outre, un poème de Kateb Yacine et un de Mohamed Kacimi ; un texte d'Assia Djebbar et un texte opinion de Rachid Boudjedra. Le cinéaste Tarik Teguia y est également présent. Enfin, dans «mémoires à vif», le dernier pavé, deux entretiens sont consacrés pour le premier à Louisette Ighilahriz et le second à l'historien et professeur d'études cinématographiques Jean-Pierre Bertin-Maghit. Enfin, le cinéaste René Vautier, qui le premier a témoigné par l'image la résistance algérienne, boucle ce bel ouvrage. Notons que c'est le peintre algérien Mustapha Boutadjine qui a assuré la coordination iconographique. Les photos qui accompagnent toutes les époques évoquées sont de plus enrichies par des portraits que Boutadjine a réalisés de Frantz Fanon, Henry Alleg ou encore Kateb Yacine.

K. B.-A.

SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT EUROPÉENS À BRUXELLES

La feuille de route de Berlin

Les 27 chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE réunis, avant-hier et hier, à Bruxelles, veulent s'auto-persuader qu'ils franchissent un nouveau cap, que, désormais, il s'agit de préparer la croissance et l'emploi. Rien n'est moins vrai…

Bruxelles, du siège du Conseil européen, Aziouz Mokhtari

La crise, la décroissance, la récession ne sont pas derrière l'UE, mais sont encore là, cruelles, malvenantes, stressantes. En Union européenne, ils ont encore de belles années devant elles. Pourtant, les chefs politiques de l'Union européenne font semblant, veulent accréditer dans la tête de leurs opinions publiques que, dorénavant, peut-être qu'on ne rasera pas gratis, c'est fini ça, mais que des jours moins sombres pouvaient pointer à l'horizon.

Dans les faits, concrètement, les décisions prises sont à contre-courant de ces professions de foi. Concernant le morceau dur, la Grèce, les plans dits d'aides se succèdent et se ressemblent. Moyennant l'effacement d'une partie de son astronomique endettement, Athènes se voit contrainte et consentante à une régression européenne. La Grèce, disent-ils, peut certes guérir, mais… mourra. Les Allemands, grands Argentiers de la chose européenne, ne veulent pas entendre d'autre chose que les mots rigueur, désendettements, diminution des aides publiques, des soins de santé, des investissements dans l'éducation, la Fonction publique… La France, en campagne électorale, toutes obédiences confondues, et en mauvaise passe économique, sociale et politique, ne peut rien contre les ordres allemands, l'ordre allemand.

Le Royaume-Uni, l'autre puissance de l'UE, a fait clairement savoir, plutôt plusieurs fois qu'une, qu'elle ne consent qu'à une Europe libérale, de marché comptoirs. La Perfide Albion a les yeux rivés sur le Vieux-Continent mais son cœur bat pour la seule Amérique, les States, les U.S.A.

L'Irlande, un autre irréductible, a refusé hier de signer les accords de stabilité en signifiant que seul un référendum peut trancher certaines décisions. Les 27 deviennent donc 24 puisque 3 pays refusent d'obtempérer : Angleterre, Tchéquie et Irlande. Les autres, désargentés, en guenilles, traversant une crise endémique profonde, n'osent pas dire quoi que ce soit qui contrarie Berlin. L'Espagne, le Portugal, les ex de l'ex-URSS et de l'ex-Yougoslavie qui ont intégré l'UE est à peine admis comme membres, ne tirent pas le diable par la queue et se le tiennent pour dit.

Le sommet de Bruxelles d'hier n'a pas dérogé à la règle et à ses traditions de morosité, de stress et ses lots de mauvaises nouvelles.

Bruxelles n'a plus les moyens de sa politique et, surtout, de son économie.

A. M.

JUSQU'À LA TENUE DE SON CONSEIL NATIONAL AU MOIS D'AVRIL

Le SNPSP privilégiera la voie du dialogue

Le Syndicat national des praticiens de la santé publique a, à la suite de son conseil national, décidé de poursuivre le dialogue avec la tutelle concernant la concrétisation de ses revendications qui, selon lui, sont en attente depuis l'année 2009. Le conseil national du SNPSP, qui se tiendra au mois d'avril prochain, devrait selon le Dr Merabet, président du SNPSP, décider des futures actions à entreprendre.

F.-Zohra B - Alger (Le Soir) - Le SNPSP a passé en revue la prise en charge de ses principales revendications depuis l'année 2009 lors de son conseil national extraordinaire tenu ce jeudi.

Les principales revendications du syndicat portent sur le statut, qui doit être revu à travers le projet d'amendement étudié actuellement au niveau d'un comité ad hoc, la classification des chirurgiens dentistes et des pharmaciens de la catégorie 13 à la 15, l'accès automatique au grade supérieur aux praticiens ayant 10 ans d'ancienneté et l'octroi des postes budgétaires pour le 3e grade.

Aussi, et pour le Dr Merabet, président du SNPSP, le problème des primes de contagion et de garde n'ont pas été pris en charge à ce jour.

Les revendications du syndicat concernent aussi la question du logement social. Concernant ce dernier point, le porte-parole et président du SNPSP précisera que lors de la réunion tenue la semaine dernière, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière s'était engagé à ce qu'il y ait un accord de principe pour qu'il y'ait avec le ministère de l'Habitat un programme qui permettrait de réserver des quotas de logements de fonction aux médecins dans lés régions de l'intérieur du pays.

«Nous attendons depuis l'année 2009 la concrétisation de ces revendications mais rien n'a été fait à ce jour. Nous avons cependant décidé de laisser ouverte la porte du dialogue avec la tutelle», a déclaré le Dr Merabet. Le syndicaliste est également revenu sur les problèmes vécus par le secteur et qui, précise-t-il, entravent l'activité de soins et lèsent les patients. Il citera notamment le manque de médicaments, l'absence de sécurité au niveau des pavillons des urgences, les conditions de travail du médecin qui se détériorent de jour en jour.

Le Dr Merabet évoquera notamment la pénurie de vaccins qui risque de perturber les campagnes de vaccination et permettre la résurgence de pathologies qui ont disparu depuis bon nombre d'années. Il dénoncera aussi l'entrave faite aux activités syndicales dans certaines wilayas du pays.

F.-Z. B.

IL DÉBRAYE À PARTIR DE DEMAIN

Le SNPSSP s'engage dans une grève cyclique

Le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP) appelle à un débrayage à partir de demain et pour trois jours consécutifs, pour sa première semaine de protestation. Le mouvement de grève se poursuivra au rythme de trois jours par semaine, et s'il n'y a pas de réponse de la tutelle, le SNPSSP annonce une grève illimitée à compter du 19 avril, selon son président, le Dr Yousfi.

Les médecins spécialistes reprendront la protestation à partir de demain et ont annoncé une grève de trois jours pour arriver, dans deux semaines à un mouvement de grève illimitée à partir du 19 de ce mois.

Le syndicat conditionne l'annulation de la protestation par la concrétisation de ses principales revendications. Il s'agit en premier lieu de l'amendement du statut particulier, la suppression de la discrimination en matière d'imposition (IRG) des primes et indemnités versées par le secteur de la santé, la révision du régime indemnitaire ainsi que la promulgation de l'arrêté interministériel portant organisation du concours de passage du grade de praticien spécialiste assistant au grade de praticien spécialiste principal signé depuis octobre 2001. Les spécialistes exigent aussi la mise en application des mesures incitatives concernant le service civil, le respect de la réglementation en matière de carte sanitaire pour les services de santé publique dans les comités médicaux existant déjà ou nouvellement créés et l'octroi d'un quota national de logements de fonction au profit des praticiens spécialistes de santé publique et la facilitation de l'accès aux autres formules de logement. Le syndicat dit aussi déplorer le fait que le ministère de la Santé n'ait pas respecté ses engagements et n'ait appelé qu'à une seule réunion en dépit du large délai de préavis de grève.

Dénonçant «la fuite en avant» de la tutelle, le SNPSSP précise que la grève est le seul recours pour la concrétisation de ses revendications.

F.-Z. B.